

Canne : récolte reportée, planteurs sacrifiés, étude à 198 000 € sans effets

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

20 février 2026



Alors que la filière canne-sucre-rhum accumule les reports et les tensions, une étude commandée par la Région pour y voir plus clair vient de rendre ses conclusions. Diagnostic, préconisations, plans d'action : après 198 800 euros dépensés, le moins que l'on puisse dire est que les acteurs du secteur restent sur leur faim. Répartition déséquilibrée de la valeur, planteurs payés sur reliquat, surfaces trop petites pour vivre de son travail... Les vrais problèmes, ceux qui grippent la machine depuis vingt ans, semblent soigneusement contournés. Pourquoi, cette année encore, la campagne sucrière commence dans la douleur ? Éclairage.

Annoncé pour le 10 février, puis reporté aux 19, le coup d'envoi de la campagne sucrière est désormais attendu pour le 23 février. Cette nouvelle date, révélée par Albioma (producteur d'énergie bagasse charbon à Gardel) le 18 février, et rapportée par le site Guadeloupe la 1ère est loin de faire l'unanimité. Selon plusieurs observateurs proches du dossier, cette dernière date pourrait bien ne pas être la bonne, illustrant une fois de plus, la fébrilité chronique qui gangrène la filière canne-sucre-rhum en Guadeloupe.

Ces conflits post-ouverture de campagne qui surgissent chaque année traduisent l'absence de sérénité qui prévaut chez les différents acteurs depuis longtemps. Mais cette incertitude récurrente est surtout le signe d'une filière complètement désorganisée et fragile.

L'épine actuelle vient des ouvriers de l'usine Gardel. Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires et sous l'égide du syndicat UGTG, ils manifestent leur mécontentement et ruent dans les brancards. Mais les tensions ne se limitent pas aux murs de l'usine. Les opérateurs de coupe, qui procèdent à la récolte et au transport de la canne jusqu'à l'usine sucrière de Gardel au Moule, ne sont pas en reste.

Le syndicat Spec, qui comprend les coopératives d'utilisation de matériel agricole Cuma et les entreprises de travaux agricoles, freine lui aussi des deux pieds. L'organisation s'oppose à l'arrivée de deux opérateurs de coupe et dit n'accepter aucun nouveau prestataire avant d'atteindre un volume de 610 000 tonnes de cannes. Une condition jugée irréaliste par Jean-François Dorville, docteur en mécanique des fluides, membre du groupe des experts sur le prix de la tonne de cannes en 2024, consultant pour le développement cannier et agricole de Guadeloupe (SICA nord Basse-Terre) pour qui « *cela a tout l'air d'un vœu pieux puisque ce volume n'a jamais été atteint depuis plus de vingt ans* ».

Dans ce maelstrom, l'usinier lui aussi fait face à ses propres contraintes

liées à la rentabilité de la campagne. Selon plusieurs de ses ouvriers contactés par téléphone, depuis qu'elle produit des sucres spéciaux, l'usine n'aurait plus la capacité machine ni la trésorerie nécessaire pour broyer autant de cannes que par le passé. Au bout de 120 jours de broyage, pour elle la récolte est finie. Selon Jean-François Dorville, « *cette situation perdure depuis une vingtaine d'années. Entre 70 000 et 100 000 tonnes de cannes restent chaque année sur pied* », déplore-t-il.

Mais ce sont les planteurs, ceux qui produisent la matière première, qui apparaissent comme les grands perdants de ce système. D'abord ils sont payés après les opérateurs de coupe, qui touchent leur dû quinze jours après avoir livré. L'usinier a besoin d'être approvisionné régulièrement, alors il se substitue au planteur et paie en priorité celui qui lui livre la canne sur la valeur du produit livré.

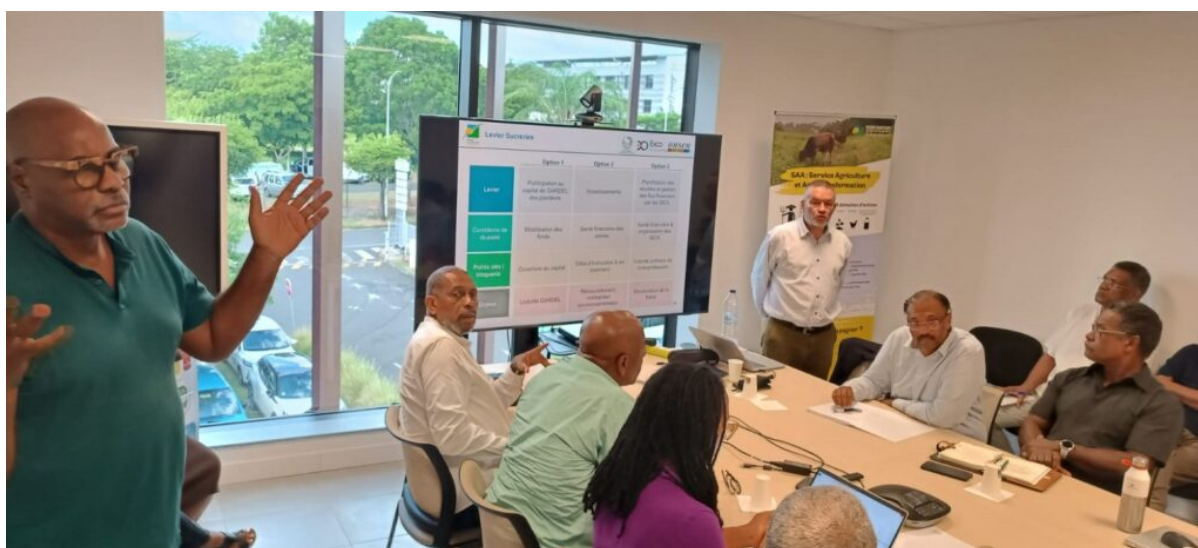
Le planteur, lui, n'est payé qu'après, sur le reliquat. D'après Monsieur Dorville qui se base sur les chiffres de la dernière étude la répartition de la valeur de la canne est très déséquilibrée. Cette étude réalisée par le groupement Onsen / cabinet Sully Gabon / Exco AG consulting indique que 34 % reviennent aux planteurs, 30 % aux opérateurs de coupe et 36 % aux usiniers.

C'est la grosse crise qui avait secoué l'an dernier la filière qui a emmené la Région à payer cette étude afin de faire la lumière sur la filière, mais aussi et c'est le point de départ de cette étude, d'envisager les voies et moyens d'une revalorisation du prix de la tonne de cannes.

L'étude établit un diagnostic et traite surtout la partie organisationnelle de la filière. Elle préconise que les aides aux planteurs soient plus rapides. Une solution qui ne va pas chercher bien loin. Le planteur doit augmenter la superficie qu'il cultive jusqu'à 8 hectares pour qu'il puisse vivre de son activité. La moyenne des parcelles cultivées est de 4,5 hectares. En gros, il faut augmenter le tas de cannes, la quantité produite, mais pas la valeur

marchande de la tonne produite. Une approche qui ne remet pas en cause le déséquilibre fondamental de la répartition de la valeur.

La réunion de présentation des recommandations de l'étude s'est tenue au CTIG à Dothémare aux Abymes le 11 février dernier (photo ci-dessous). Le groupement Onsen s'est félicité d'avoir formulé des plans d'action en cohérence avec les contributions reçues, sans toutefois se prononcer sur leur efficacité réelle ni sur leur faisabilité opérationnelle.



Réunion de présentation des recommandations de l'étude sur la réorganisation de la filière canne au CTIG à Dothémare aux Abymes le 11 février 2026. Photo : DR

Le besoin financier global de la filière est estimé entre 5 et 7 millions par an, sans précision des modalités de financement, leur sécurisation dans le temps, ni sur leur soutenabilité budgétaire.

Selon les personnes interrogées cette étude ne démontre pas clairement en quoi ces mesures permettront une réorganisation structurelle efficace de la filière. Elle ne précise pas les impacts économiques attendus ni les indicateurs de performance. Elle ne traite pas en profondeur la question de la répartition de la valeur entre les acteurs.

Jean-François Dorville précise : « *Le plan proposé privilégie essentiellement une réorganisation institutionnelle et l'externalisation de services, impliquant des recrutements supplémentaires, sans analyse approfondie des bénéfices attendus ni des risques financiers associés* ».

Selon l'expert la question du modèle économique de la filière n'est pas réellement abordée. Les fiches projets, malgré les estimations budgétaires, ne mesurent pas les risques liés aux aléas de récolte, aux déséquilibres industriels, ni à la fragilité financière persistante de certaines coopératives agricoles ou du Centre technique de la canne et du sucre.

Jean-François Dorville conclut qu'en « *l'état, le document constitue une base de travail, mais ne répond pas encore pleinement aux enjeux structurels, économiques et stratégiques de la filière canne-sucre-rhum-énergie en Guadeloupe.* »

Commandée pour trouver aussi une solution afin d'améliorer le sort des planteurs, l'étude a coûté 198 800 euros HT. À ce stade, en ce qui concerne l'amélioration des revenus des planteurs, cette étude est un véritable coup d'épée dans l'eau.

L'info n'a pas de prix, mais elle a un coût. Vous venez de lire un article en accès libre. Pour que perdure un journalisme de qualité, abonnez-vous ici ou, si vous préférez, faites un don ici.